



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Roche-sur-Foron, le 18 octobre 2019,

de SYLVIANE NOËL

Sénatrice de la Haute-Savoie

Sylviane Noël interpelle le gouvernement concernant les conséquences de la privatisation de la Française des Jeux sur l'économie des communes

La loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises a acté la privatisation de la Française des jeux, aujourd'hui contrôlée à 72 % par l'Etat.

Le 7 novembre prochain sera lancée la privatisation de la Française des Jeux, avec elle, la fin de 43 ans de monopole détenu par l'Etat-actionnaire sur cette entreprise hautement profitable qui lui rapportait annuellement jusqu'à aujourd'hui 93,6 millions d'euros de dividendes et 3,5 milliards d'euros de taxes sur les mises.

Légitimement, se pose une question : pourquoi l'Etat décide-t-il de sacrifier une activité si rentable ? Cette ouverture de capital ne ferait rentrer qu'un milliard d'euros dans les caisses de l'Etat ! L'objectif financier court-termisme de résorption de la dette nationale n'est pas à la hauteur des enjeux !

Les casinos vont être les premières victimes de cet acte. D'un point de vue sanitaire, ils exercent aujourd'hui un contrôle strict de leur accès : les mineurs et les interdits de jeux en sont automatiquement exclus.

Demain, lorsque la FDJ sera privatisée, ce seront 225 000 machines à sous qui seront installées partout dans l'hexagone, dans 22 000 nouveaux points de vente. On pourra les voir dans des débits de tabacs, de boissons, des superettes, stations-service etc. qui ne sont pas soumis aux mêmes règles de contrôle que les casinos, ce qui créera inévitablement une grave distorsion de concurrence, sans parler du risque accru de blanchiment d'argent, ou de prévention des risques d'addiction vis-à-vis des jeunes.

Sylviane Noël craint que malgré les propos rassurants du Gouvernement, la privatisation de la FDJ ne soit pas une opération neutre. Elle rappelle qu'en France, 201 communes comptent un casino sur leur territoire, source d'emplois et de revenus souvent importants pour leur budget. A titre d'exemple, le casino d'Evian (Haute-Savoie) représente 200 emplois directs et qui rapporte 2,5 millions d'euros chaque année à la commune. A l'heure où les collectivités locales connaissent des contraintes importantes sur leur budget et des incertitudes liées à la suppression de la taxe d'habitation, il s'agit d'un nouveau coup porté à leur fiscalité.

Compte-tenu de ces éléments, Sénatrice de Haute-Savoie a incontestablement plaidé en faveur de l'abandon de ce projet auprès du Premier Ministre et du Ministre de l'Economie et des Finances.

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOËL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianenoel.fr